

Le budget—M. Deans

M. Deans: C'est le prix moyen. Le revenu moyen à Ottawa est inférieur à \$30,000 par an. Ce qu'il y a d'étrange est qu'avec ce revenu vous n'avez pas droit à une hypothèque sur une maison de \$68,500. En pareil cas, ce ne sont pas \$3,000 qui vont résoudre le problème, et le gouvernement devrait avoir honte de la solution qu'il propose à la crise du logement. En plus, le gouvernement veut nous faire croire que d'une façon ou d'une autre, le programme en question et les autres mesures fragmentaires qu'il propose vont aider le Canada à sortir de la crise économique. Le gouvernement a l'air de dire que c'est ainsi que nous allons stimuler l'économie et sortir le pays des décombres causés par sa politique. Ces mesures, toujours d'après le gouvernement, vont donner aux Canadiens le désir et le dynamisme qu'il faut pour préparer au pays un avenir plus prometteur et il y aura suffisamment de logements. Le gouvernement dit qu'il y aura suffisamment d'emplois et que les salaires seront suffisamment élevés pour que les Canadiens gagnent leur vie. Si c'est là la solution du gouvernement, faut-il s'étonner que les députés de ce côté-ci de la Chambre méprisent le gouvernement et se sentent envahis par le désespoir, comme disait mon collègue, le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis)?

Je ne comprends pas les initiatives du gouvernement. Je ne sais pas comment il peut s'attendre à ce que les gens qui, la veille du budget, n'avaient pas les moyens d'acheter une voiture ou une maison ou de payer leur hypothèque à cause des taux d'intérêt très élevés, soient capables de faire ces dépenses, grâce à ce budget avec ses taxes cachées. Comment faire maintenant, avec moins d'argent, ce qu'on n'était pas capable de faire avant le budget? Comment peut-on s'attendre à une reprise de l'économie si les gens se retrouvent dans une situation pareille? Je n'y comprends rien. A quoi pensent donc ceux qui conseillent le gouvernement? Comment s'attendre à ce que les fabricants se remettent à produire à 90 ou 100 p. 100 de leur capacité, comment s'attendre à ce que les gens retrouvent leurs emplois sur la ligne de montage, dans les ateliers et dans les bureaux, si l'argent disponible pour les biens et services doit être réduit de 1.3 milliard? Monsieur l'Orateur, cela défie toute logique. Et pourtant, le gouvernement, très fier de lui, nous dit que ce budget va vraiment résoudre nos problèmes.

Ce budget, monsieur l'Orateur, réduit de 1.3 milliard de dollars les moyens financiers des consommateurs, de ceux qui triment dur pour joindre les deux bouts. Le gouvernement déclare ensuite qu'il vise de telle et telle façon à stimuler l'industrie et à multiplier le pouvoir d'achat de manière à faire augmenter les emplois, la productivité et les recettes fiscales, au point de faire renaître les temps révolus.

A mon humble avis, monsieur l'Orateur, c'est de la bêtise. Ce budget ne fait que créer de faux espoirs. Je n'ai pas entendu pires sophismes depuis longtemps. Il n'y a pas de doute que si le ministre des Finances (M. MacEachen)—qui m'a toujours semblé être un homme d'honneur—s'arrête un moment pour y réfléchir, il comprendra immédiatement qu'on ne peut réduire le marché de la consommation tout en espérant augmenter les ventes. On ne peut ramener les salaires en-deçà du taux d'inflation et s'attendre que les gens consomment davantage. Je suis convaincu—tout en souhaitant, mais à quoi bon, avoir tort—que les consommateurs vont réduire leurs achats, faute

d'argent à dépenser, que les fabricants verront leurs commandes baisser, que les travailleurs d'usine auront moins de travail, que le chômage va s'étendre et que le fardeau de ceux qui continueront à payer des impôts va s'alourdir. Par ailleurs, notre déficit va continuer à s'accroître de telle sorte que nous finirons par être acculés à la faillite.

Je tiens maintenant à avertir le gouvernement, de la manière la plus énergique que soit, qu'il n'est pas encore trop tard. Il est presque trop tard, mais peut-être est-il encore temps. Je dis au gouvernement que s'il se préoccupe vraiment de l'avenir du pays et qu'il estime avoir des obligations envers les familles canadiennes de travailleurs en difficulté, il entendra leur appel. La situation est aussi grave dans l'Est que dans l'Ouest. La population réclame du gouvernement qu'il prenne des mesures pour réduire les taux d'intérêt actuels. Nous devons en priorité ramener les taux à un niveau raisonnable pour que le salarié moyen puisse acheter la production de leurs voisins et de leurs amis. C'est l'appel que lance la population canadienne. C'est l'appel des chefs des petites entreprises qui viennent tout juste d'apposer sur leur porte un écriteau disant «Fermé pour cause de faillite» parce qu'ils ne pouvaient, à cause des taux élevés d'intérêt, effectuer, à court terme les paiements requis pour maintenir leurs stocks. C'est l'appel que lancent les grandes sociétés qui paient chaque année des millions de dollars en intérêts qu'elles ne peuvent se permettre et qui font augmenter le prix de leurs produits à un point tel qu'ils ne se vendent plus et que les Canadiens ne peuvent plus les acheter. C'est l'appel à l'aide de ceux qui sont contraints de payer des taux hypothécaires de 20 p. 100 ou plus. Ils demandent grâce au gouvernement en disant: «S'il vous plaît, ce fardeau est devenu trop lourd pour nous.» C'est le problème qui se pose pour le pays.

• (1550)

Je vous répète que nous sommes en mesure de résoudre ce problème. Je reconnais que la construction domiciliaire n'est pas la solution à tous nos maux. Ce n'est pas la panacée, mais je soutiens que ce secteur est un élément vital et le stimulant économique le plus important. Si nous suivions tout simplement l'exemple que j'ai mentionné et si le gouvernement avait en novembre, comme je le suggérais, consacré 2 ou 3 milliards—pas nécessairement tous des dollars fiscaux—à la construction de maisons, le déficit de 10 ou 11 milliards ne serait pas passé à 19 milliards.

Lorsque le gouvernement m'a dit en novembre que nous ne pouvions nous permettre de dépenser cette somme parce que nous ne l'avions pas, j'ai rétorqué qu'il avait tort. J'ai soutenu alors que c'était un investissement dans l'avenir du Canada, un investissement qui rapporterait tant du point de vue social que du point de vue économique, un investissement que nous allions récupérer, intérêts et capital. J'ai parlé en novembre dernier d'investissements et si on m'avait écouté, le pays n'aurait pas eu à absorber cette dette additionnelle de 9 milliards, comme le montrent les chiffres que j'ai donnés. Je ne comprends pas le gouvernement. Si mon raisonnement présente des failles, pour l'amour de Dieu, levez-vous et dites-le moi. Si quelque chose cloche et que les mesures que je préconise ne permettent pas de relancer l'économie, qu'un me le dise.